

Après le succès du 22 mars, avant le 3 avril ... Face à Macron Construire la résistance

BULLETIN NPA TECHNOCENTRE RENAULT - GUYANCOURT 29 / 03 / 2018

Avec plusieurs centaines de milliers de manifestantEs, les manifestations du 22 mars pour la défense des services publics et des revendications du monde du travail a été un succès. Ce n'est pas encore le million qui avait manifesté contre Juppé et contre le CPE de Chirac, mais cela représente un sérieux coup de semonce contre ce gouvernement.

MobiliséEs pour les services publics

Cette mobilisation unitaire de la fonction publique revendiquait l'arrêt des suppressions de postes, le refus des privatisations, la défense du statut de fonctionnaire et des augmentations de salaires. La politique de Macron vise en effet à dégrader drastiquement la qualité des services publics et à remettre en cause les acquis sociaux des salariéEs des fonctions publiques, comme il l'a fait dans le secteur privé avec la loi travail.

Les cheminotEs étaient très mobiliséEs, avec l'annulation d'un TER sur deux et de trois TGV sur cinq, ce qui montre leur capacité à bloquer l'économie pour construire un rapport de forces. La mobilisation était également forte dans l'éducation, la Poste, les administrations...

Salariés du public et du privé, chômeurs, jeunes et retraités ... tous dans l'action !

La popularité de Macron est en berne, avec 40% d'opinions favorables, en chute de 12 points par rapport à décembre. C'est le signe que, dans les classes populaires, on en a assez de ce président des riches, qui casse les droits sociaux, qui veut attaquer l'assurance chômage et les retraites... tout en les profits des grandes entreprises du CAC 40.

Dans le privé, des mobilisations existent également, pour des augmentations de salaires ou contre les suppressions de postes, comme à l'usine Ford où travaille notre camarade Philippe Poutou.

Les forces réactionnaires se mobilisent aussi : un commando d'extrême droite a violemment attaqué les étudiantEs à Montpellier, la police est intervenue à Bordeaux, Dijon, Caen ... Heureusement, les étudiantEs et le mouvement syndical ont réagi, avec bien plus de monde dans les assemblées générales contre la loi Vidal, la sélection sociale à l'université.

Pour que le printemps soit bien chaud !

Le 3 avril commence la grève des cheminotEs. Ils ont besoin de soutien financier, de solidarité car ils se battent pour l'intérêt général. Alors pourquoi ne pas constituer partout des comités d'usagers ? Car il s'agit bien d'un combat commun. Des grèves auront lieu également dans les hôpitaux et à Air France le 3 avril et une nouvelle journée interprofessionnelle le 19 avril. C'est donc un combat qui s'engage entre le monde du travail, les classes populaires et le gouvernement Macron. Plus nous serons nombreux/ses à participer à ce combat, à un

mouvement massif, avec des grèves et des manifestations, plus nous pourrons mettre un coup d'arrêt à la politique de terre brûlée de ce gouvernement. C'est pour cette raison que le NPA s'est adressé à toutes les organisations du mouvement ouvrier pour soutenir, amplifier la mobilisation.

Car 50 ans après Mai 68, il y a encore plus de raisons de se révolter contre la dictature capitaliste, une société

injuste où nous devons subir toujours plus.



LA REPRESSION NE NOUS FERA PAS TAIRE !

Muriel Penicaud, ministre du travail multimillionnaire (7,5 millions d'euros de patrimoine), ex-DRH de Danone et ex-DG de Business France (671 infractions au Code du travail), autorise La Poste à licencier Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Poste 92 et membre de la direction du NPA. Après 10 procédures de licenciement en 14 ans, à chaque fois retoquées par l'Inspection du travail, ce gouvernement « ni de droite ni de gauche », mais à 100% ami des riches, se fait le complice actif de la répression anti-syndicale. Il envoie un message à toutes celles et ceux qui résistent. Le combat contre la régression sociale et la défense des militantEs qui contribuent à organiser la lutte sont indissociables.

Signez la pétition sur <https://lc.cx/PW9i>

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur automobile.

Et aussi sur Facebook



TECHNOCENTRE : ENCORE UNE «FAUTE INEXCUSABLE»

Le 23 mars, un prestataire de la société de maintenance COFELY s'est jeté du toit de la Ruhe. Agé de 27 ans, il est dans le coma, entre la vie et la mort. Après la vague de suicides de 2006-2007 au TCR, on dénombre depuis 2013 une vingtaine de gestes désespérés (suicides et tentatives) sur différents sites du groupe. Les dépressions et burn-out sont l'expression d'une pression au travail de plus en plus insupportable : 136 burn-out recensés par la médecine du travail rien qu'en 2016 au TCR. Pour les Renault ou les prestataires, la direction avance toujours la même explication : c'étaient des « personnes fragiles ». Appréciation contestable, car la pression mentale imposée par les indicateurs d'objectifs pousse à passer à l'acte sur son lieu de travail : « faute inexcusable », disent les tribunaux. Mais la nouvelle loi travail, qui supprime les CHSCT, va bien aider les patrons à faire silence sur leurs responsabilités.

ALLIANCE... DES ACTIONNAIRES CONTRE LES SALARIES

Présenté en septembre 2017, le plan Alliance 2022 passe à la vitesse supérieure en avril. Plusieurs directions (ingénierie, fab, qualité et après-vente) sont réorganisées. Objectif : « doubler les synergies » pour gagner 10 milliards, en économisant 30% sur les achats et 40% sur l'ingénierie, grâce aux RTX. Pour l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi, Ghosn rêve de 14 millions de véhicules en 2022 (+33% par rapport à 2017). Mais les objectifs de croissance enthousiasmants annoncés lors des plans précédents ne nous ont pas profité, bien au contraire. La vraie alliance serait celle des salariés, réunis pour produire au profit des consommateurs, pas des actionnaires.

ATTEINTE A LA LIBERTE D'EXPRESSION: MERCI PATRON!

Dénoncé par la CGC du TCR, un prestataire de Eurodécision avait été licencié le 17 mars 2016 pour avoir fait la pub du film « Merci Patron ! » auprès des syndicats de Renault. Pour la Cour d'appel de Versailles, Renault et Eurodécision « ont participé à la réalisation de leur propre préjudice, en ne respectant pas une liberté fondamentale ». Le licenciement a donc été annulé et Eurodécision condamné à verser au prestataire 39 000 € d'indemnités plus 4000 € aux syndicats CGT et SUD.

FIN DU DIESEL : QUE BOSCH REINJECTE SES PROFITS !

L'usine Bosch de Rodez, qui produit des bougies et injecteurs diesel pour Renault (80 %) et BMW (20 %), est menacée. Bosch a participé au dieselgate. Et le fait payer aux 1600 salariés par 300 suppressions d'emploi et du chômage partiel généralisé non compensé. Toute la semaine dernière, l'usine a été complètement bloquée par des débrayages tournants et des barrages aux portes. Ces mouvements ont abouti à des premiers reculs : abandon du gel des salaires et des menaces immédiates de suppressions d'emploi, promesses d'investissements dans d'autres domaines que le diesel... Un répit ! Bosch, premier équipementier mondial, a développé le diesel qui apportait des profits record (5,3 milliards d'euros en 2017). A Bosch de proposer de nouvelles activités, pas aux salariés de payer pour la fin du diesel !

BLANQUEFORT : EMPECHER FORD DE SE DESENGAGER

Après des années de promesses non tenues, Ford a fini par annoncer la fermeture de l'usine de Blanquefort (900 emplois directs, 5 000 indirects). Malgré 8 milliards de profits et des dividendes record versés aux actionnaires. Malgré les millions d'aides publiques diverses. Malgré la promesse de maintenir

1000 CDI. Comme le dit Philippe Poutou, salarié de l'usine, « nous sommes opposés à un repreneur pas seulement parce que c'est une solution bidon mais surtout parce que nous ne donnons pas le droit à la multinationale de partir et que Ford a des comptes à rendre ». Rien à attendre des politiciens juste bons à verser des larmes de crocodile. C'est la mobilisation des salariés de l'usine avec la population de la région et, au-delà, d'autres sites automobiles, qui sera déterminante.

LOI VIDAL : LA SELECTION SOCIALE A L'UNIVERSITE



PAS DE FACHOS, DANS LES UNIVERSITES NI AILLEURS

L'attaque subie par les étudiants de Montpellier en lutte contre la réforme instaurant la sélection sociale est ignoble et lâche. Le doyen de la fac de droit, Philippe Pétel, a lui-même fait entrer une quinzaine d'hommes cagoulés et armés par les portes arrière des bâtiments. Accompagnés des vigiles, ils se sont jetés sur les occupantEs, les frappant à coups de battes et de bâtons. Une étudiante coincée sous une grille avec le crâne ouvert a été foudroyée au taser. Le doyen s'est ensuite enfermé dans l'université avec ces individus pour les protéger. Puis la police a éloigné les étudiantEs et exfiltré les agresseurs. Malgré les blessés hospitalisés, les vidéos et témoignages accablants, ni le doyen ni les agresseurs (dont un professeur reconnu par les étudiants) n'ont été déférés au parquet, ni gardés à vue, et les témoins pas reçus. La collusion entre le doyen, ce commando fasciste et la police est évidente. La répression sauvage ne freinera pas la mobilisation étudiante, bien au contraire !

SUBVENTIONNES POUR LICENCIER ET SE GAVER

Le commerce, c'est la « grande distribution » des fonds publics : Carrefour : CICE 400 millions, 4400 emplois supprimés en 2017. Castorama : CICE 44 millions, 446 emplois supprimés en 2017. Bricodépôt : CICE 9 millions, 82 emplois supprimés en 2017. Pimkie : CICE 2,6 millions, 208 emplois supprimés en 2017. Monoprix : CICE 36 millions, 483 millions de dividendes en 2017. Auchan : CICE 88 millions, 198 millions de dividendes en 2017.

Bernard Arnault (PDG de LVMH), 1^{ère} fortune d'Europe, 4^{ème} mondiale (58 milliards d'euros) a reçu 12,3 millions d'euros d'aides publiques en 2016 pour ses journaux (Le Parisien, Aujourd'hui, Les Echos, Challenges ...). Lesquels critiquent le « gaspillage » d'argent public et « l'assistanat ». Alors si vous appréciez ce bulletin, aidez-nous. Les dons (anonymes) ouvrent droit à réduction d'impôt (chèques à l'ordre de « NPA souscription » NPA2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil). Paiement en ligne : www.npa2009.org/souscription
Agrément CNCCFP 06/04/2009